

PARÂT TOUS LES 15 JOURS  
A DISCUTER, A REPRODUIRE,  
Abonnement (2 carnets de timbres

pour un an)

**Cinquième zone**  
**11, rue S. ALLENDE**  
**92220 BAGNEUX**

Déclaration 01/00117P

**TEL : 06 03 63 70 61**

Site : [www.cinquieme-zone.org](http://www.cinquieme-zone.org)

Mail :

[cz.courrier@cinquieme-zone.org](mailto:cz.courrier@cinquieme-zone.org)

15 juin 2003

N°155

**CINQUIÈME ZONE**

## **ABONNEMENTS**

1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).

2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

**Nom :**

**Prénom :**

**Téléphone :**

**Adresse :**

## **AVIS DE COUP DE VENT, FORCE 5**

Pendant plusieurs semaines on a été au bord de la grève générale : enseignants et personnels de l'Education nationale, éboueurs, transports en commun, SNCF ont fait grève, certains pendant des semaines tandis que les villes étaient parcourues de manifestations monstres à répétition et que régnait le suspens autour du passage des examens. Pourtant, rien n'y a fait : le gouvernement n'a rien lâché. Son projet de destruction des retraites sera voté, les jeunes devront travailler 42 ans avant que ceux qui auront survécu ne profitent de retraites de survie...!

Alors, échec de l'action collective ? La grève ne sert à rien ? Tout faux ! C'est exactement le contraire !

D'abord parce qu'après avoir répété pendant des semaines qu'il ne céderait pas, le gouvernement a dû reculer en reportant ses projets sur les universités et ceux sur la décentralisation et en renonçant à une (petite) partie d'entre eux. Victoire symbolique, sans doute. Mais victoire quand même. Si personne n'avait bougé, même ça n'aurait pas été gagné.

Cela étant, les résultats ne sont pas ce que voulaient les grévistes. Un peu parce que les dirigeants syndicaux nationaux n'ont pas été à la hauteur. Beaucoup parce que la mobilisation a été très inégale selon les régions (un gigantesque coup de chapeau aux Marseillais !) et selon les secteurs. A côté de minorités réellement déterminées, un gros contingent de salariés s'est contenté de participer aux principales journées d'action tandis que d'autres s'abstenaient carrément, faute de croire en la victoire. Seule une fraction des salariés du public est entrée en lutte pour de bon là où il aurait fallu une grève générale massive du public et du privé.

Mais rien n'est perdu. Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire qu'une minorité partie en avance doit refluer dans un premier temps avant d'être rejointe par l'ensemble des exploités et de réussir collectivement. Ceux qui ne se sont pas vraiment battus vont mesurer ce qui leur tombe sur le coin de la figure... et ce qui les attend avec

la suite du Chirac show (privatisation d'EDF, saccage de la Sécurité sociale qui ne remboursera plus ni les lunettes, ni les appareils auditifs ni les prothèses dentaires : miroirs, édentés et sourds mais au boulot jusqu'au dernier jour, c'est l'avenir !).

Malgré la reprise du travail, ceux qui se sont battus gardent le moral. C'est en réalité le principal échec du gouvernement qui, dans cette affaire, avait deux objectifs. Le premier était de faire passer ses projets destinés à appauvrir les salariés et à ruiner les vieux. Il y a réussi, provisoirement (ce qu'une loi a fait, une autre loi, sous la pression des salariés, peut le défaire). Mais il voulait aussi, et peut-être surtout, infliger aux salariés une défaite cuisante, les battre à plate-couture de telle façon que plus une tête ne dépasse et que la loi du MEDEF s'applique sans discussion. C'est raté. On a perdu la première manche, disent beaucoup de grévistes, on attend la revanche et la belle !

### **PROJET DE LOI CONTRE LES ETRANGERS**

Sarkozy et le gouvernement sont en train de faire adopter un nouveau projet de loi sur les étrangers. Comme si les lois existantes ne rendaient pas déjà la vie impossible pour des milliers de gens, poussés à venir en France pour simplement survivre, victimes de la faim ou des massacres perpétrés dans leur pays d'origine. Les travailleurs étrangers sont sous payés, sans protection sociale, victimes plus que les autres d'accidents du travail, dans le bâtiment, l'agriculture, la restauration ou la confection.

De nombreuses associations ont déjà manifesté leur condamnation des mesures telles que l'allongement de la durée de rétention, le contrôle sur les attestations d'accueil, la remise en cause de la carte de résident, la vérification des titres de séjour lors d'un mariage, ou encore, en ce qui concerne l'asile, l'accélération des procédures et l'extension de la notion de pays " sûrs ". Une des mesures prises fera passer la durée de rétention (mise en prison des sans papiers avant leur expulsion) de 12 à 30 jours, sans aucune autre justification que le simple fait d'exister, et cela dans des conditions indignes, à quatre dans des chambres individuelles les enfants couchant par terre.

Exploités, emprisonnés, expulsés ! Bravo, la patrie des droits de l'homme !

## LETTRE A UN(E) FUTUR(E) BACHELIER(E)

*Ce texte est celui d'un tract de profs grévistes adressé à leurs élèves au moment où personne ne savait si les examens se dérouleraient normalement.*

Tu t'apprêtes à passer un examen que tu prépares depuis des mois... avec sérieux, ardeur et application, personne n'en doute. Et, comme tout(e) candidat(e) qui se respecte, tu es stressé(e). Avec, cette année, l'angoisse supplémentaire de savoir si les épreuves auront lieu, si les sujets qui tomberont auront été traités et si les copies seront corrigées normalement.

Nous sommes enseignants et grévistes, parfois depuis de longues semaines. De ceux dont certains médias et tous les ministres ressassent qu'ils veulent "prendre les élèves en otage", les "empêcher d'avoir leurs diplômes".

C'est faux : scolarisé(e) depuis douze ans ou plus, tu as connu des dizaines d'enseignants. Quelle que soit ton opinion sur tel ou tel, tu sais combien la plupart sont attachés à leurs élèves et, avec leurs qualités et leurs défauts, font ce qu'ils croient bon pour qu'ils réussissent.

Il faut que les choses soient claires pour toi, pour tes camarades et pour vos parents. **Les diplômes 2003 seront décernés, les passages en classe supérieure sont ou seront discutés, les élèves seront orientés. Pas forcément aux dates habituelles et pas nécessairement selon les formes prévues, mais ils le seront.** Ceux qui prétendent le contraire sont des politiciens démagogues qui font passer les profs pour des irresponsables et cherchent à dresser les jeunes contre eux.

Il reste que tant que ce gouvernement n'aura pas retiré ses projets sur la décentralisation et sur les retraites, véritables agressions contre la justice sociale et menace sur l'avenir des jeunes générations, nous resterons en grève. Nous ne surveillerons les épreuves, nous ne corrigerons les copies, nous ne ferons passer les oraux que quand ces questions vitales seront réglées.

Nous savons que ça n'arrange personne. Ni les candidats, ni leurs parents, ni, pour tout dire, les enseignants eux-mêmes ! Ce n'est pas sans raisons sérieuses que nous avons déserté les salles de classe pour les boulevards !

Tu l'as sans doute appris par les informations, les revendications des enseignants (et des autres catégories qui se battent avec nous) portent sur trois questions :

- **Refus de la décentralisation de 110 000 fonctionnaires de l'Education nationale**, mesure préparant la privatisation d'activités comme la restauration scolaire ou le nettoyage aussi bien que l'information et l'orientation. Si nous laissons faire, il y aura, d'ici quelques années des écoles normalement pourvues dans les régions riches et des écoles sous-équipées dans les régions pauvres ou dans celles qui auront fait d'autres choix.
- **Lutte contre la précarité** qui, dans le public comme dans le privé, généralise les emplois instables, souvent sous payés (auxiliaires, vacataires, contractuels dans le public, CDD, intérim, temps partiels dans le privé).
- **Refus de l'augmentation du nombre d'années de travail pour des retraites amputées** (de 37,5 à 40 ans de cotisation dans le public, ensuite 41 puis 42 ans pour tout le monde, retraites diminuées de 20 à 30% à terme).

Mais, en réalité, même si ces questions ont la plus grande importance et si elles pèseront lourdement sur l'avenir, la révolte des profs et de tous ceux qui les ont rejoints a des raisons plus profondes encore. Au-delà des retraites, de la décentralisation et de la précarité, c'est le type de société dans lequel nous voulons vivre et faire vivre nos enfants et nos élèves qui est en cause.

Voilà des dizaines d'années que pour les salariés et encore plus pour les catégories les plus défavorisées, tout se dégrade. Quand tes parents ont commencé à travailler, il y a 20 ou 30 ans, il y avait moins d'un million de chômeurs. Il y en a aujourd'hui 2,4 millions, un million de RMIstes, des dizaines de milliers de SDF, des mendiants à chaque coin de rue. Les licenciés étaient indemnisés à 90% de leur salaire pendant un an. Ils touchent aujourd'hui 57,4% du dernier salaire et ça diminue tous les 3 mois. Presque toutes les embauches se faisaient sous CDI (contrat à durée indéterminée, embauche "définitive"). Aujourd'hui, 80% des embauches se font sous statut précaire dans le privé comme dans le public (CDD, intérim, contractuels, CES). On devait travailler 37,5 ans pour une retraite décente (75% du dernier salaire) à 60 ans. Tu devras travailler 42 ans, jusqu'à 65 ans ou plus, pour une retraite insuffisante. Demain la Sécurité sociale démantelée (à la rentrée 2003), et déjà la législation sociale dévastée, la corruption érigée en système, la société déglinguée.

La dévastation sociale, ça suffit. Tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 20 ans ont fait des promesses... et, dans les faits, ils ont conduit ou accompagné les mesures qui rendaient les pauvres toujours plus pauvres et les riches toujours plus riches. Il faut mettre un coup d'arrêt à cette descente, degré par degré, vers toujours plus de pauvreté et de précarité.

C'est, fondamentalement, le sens de notre grève. Mais ce combat, doit être le tien aussi et plus largement, celui de la jeunesse. Prépare ton bac ! Mais prépare aussi le monde dans lequel tu veux vivre, un monde plus juste et plus humain ! Il ne peut pas –

il ne doit pas ! – être celui du fric, de la frime et de la loi du plus fort dans les relations entre individus comme entre pays.

Le bac 2003 ne sera peut-être pas tout à fait comme les autres. Les épreuves seront peut-être décalées et aménagées. Mais ce sera un vrai bac. Et, nous l'espérons, il aura, en plus, le parfum du combat contre la régression sociale et pour la liberté !

